

*Cuba dénonce la situation
précaire des systèmes de santé
aux Nations unies*



Nations Unies, 21 sept (RHC) Si la réalisation de l'accès universel aux services de santé était déjà un grand défi avant la COVID-19, la situation des systèmes de santé est maintenant plus précaire, a déclaré jeudi le ministre cubain de la Santé publique, José Angel Portal.

S'exprimant lors de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle organisée dans le cadre de la 78e Assemblée générale des Nations unies, le ministre cubain a déclaré que cette aspiration restait une utopie dans de nombreuses régions du monde.

Il a souligné qu'il est impossible de parler d'universalité alors que plus de 700 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté et que d'innombrables communautés ont été historiquement négligées dans ce domaine, tandis que prévaut une vision purement commerciale des services de santé et de l'industrie pharmaceutique.

M. Portal a souligné que des obstacles systémiques continuent d'être rencontrés, ce qui démontre l'urgence d'une nouvelle approche pour faire face à ces réalités et parvenir à un ordre mondial véritablement juste et équitable.

Pour un groupe important de pays en développement, les éléments clés de la couverture sanitaire universelle, tels que l'existence d'un système de financement prévisible, un personnel de santé bien formé et l'accès aux médicaments et technologies essentiels, ne sont toujours pas réalisables.

Des systèmes de santé solides et consolidés sont également nécessaires face au phénomène très inquiétant de la privatisation des services de santé publique, qui a un impact très négatif sur l'économie des segments les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, et un effet dévastateur sur le droit à la santé en général, a-t-il souligné.

Le ministre cubain a souligné que dans ce contexte, il est urgent de défendre la couverture sanitaire universelle comme l'un des objectifs centraux des politiques publiques, car il s'agit du concept le plus puissant que la santé publique puisse offrir.

Il a souligné qu'à Cuba, ce principe repose sur le droit à la santé de tous les citoyens, inscrit dans la Constitution de la République, et sur une stratégie qui donne la priorité aux soins de santé primaires.

Il a souligné que même les effets négatifs du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à l'île n'ont pas empêché celle-ci de disposer d'un modèle de prestation de services public, universel, gratuit et unique, reposant sur une base communautaire solide et témoignant de plus de 60 ans de collaboration internationale dans ce domaine.

"Cuba réitère la nécessité urgente de garantir l'accès de tous, partout dans le monde, à des services de santé fournis par des professionnels éthiques, humanistes et bien préparés sur le plan scientifique et technique", a-t-il déclaré.

Dans ce monde de plus en plus inégalitaire, marqué par de profondes injustices sociales et un manque de financement public pour les activités de base, une plus grande volonté politique, des engagements gouvernementaux et des actions sectorielles sont nécessaires pour réduire les écarts d'inégalité et maximiser les normes de santé de nos peuples, a souligné M. Portal. (Source : Prensa Latina).



Radio Habana Cuba